

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 45 – 1^{er} décembre 2022

En bref

Un récent sondage, réalisé par le cabinet *Polianalítica*, a montré que 74% de la population vénézuélienne soutenait les négociations et le dialogue entre le gouvernement de N. Maduro et l'opposition politique, qui ont lieu à Mexico. Ce résultat est le fruit d'un questionnaire de fin septembre réalisé auprès de 1 200 personnes. Le dialogue en cours entre le gouvernement et l'opposition vise à trouver une solution à la crise politique, économique et sociale que connaît actuellement le pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

74 %

C'est la part de la population vénézuélienne qui soutient les négociations entre le gouvernement et l'opposition.

Zoom sur : L'octroi par l'OFAC d'une licence de production à Chevron au Venezuela.

A la suite de la reprise du dialogue entre le gouvernement de N. Maduro et l'opposition vénézuélienne, le gouvernement états-unien a annoncé ce 26 novembre qu'il avait autorisé la compagnie pétrolière *Chevron* à reprendre des opérations limitées d'extraction de ressources naturelles au Venezuela. Cette licence délivrée par l'*Office of Foreign Assets (OFAC)*, bureau états-unien en charge des sanctions) autorise les transactions liées à l'exploitation et à la gestion de ressources naturelles par *Chevron* ou par ses coentreprises au Venezuela. *Chevron* peut ainsi produire du pétrole ou des produits pétroliers et les vendre aux États-Unis via ses coentreprises. En revanche, la licence n'autorise pas le paiement de taxes ou de redevances au gouvernement vénézuélien, ni de dividendes à *PDVSA*, l'entreprise pétrolière publique du Venezuela (qui est fortement endettée envers *Chevron*). *Chevron* ne peut pas non plus vendre du pétrole produit par ses coentreprises à toute juridiction autre que les États-Unis. Cette licence de l'*OFAC* est valable pour six mois. Au 23 novembre, la plus grande coentreprise de *Chevron* au Venezuela enregistrait des stocks de 1,79 million de barils de pétrole exportable. Les entreprises mixtes où *Chevron* participe pourraient produire entre 80 000 et 100 000 barils par jour sur les prochains mois.





BOLIVIE

Le premier dialogue économique de haut niveau France-Bolivie s'est tenu à Bercy.

Le premier dialogue économique de haut niveau France-Bolivie a eu lieu le 23 novembre à Bercy entre Olivier Becht, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, et son homologue bolivien Benjamin Blanco Ferri, Vice-Ministre du Commerce extérieur et de l'Intégration de l'Etat plurinational de Bolivie. Cette rencontre a été l'occasion de rappeler les enjeux économiques des deux pays dans le contexte international actuel, et de chercher des opportunités de partenariats pour renforcer les relations commerciales bilatérales. Le rôle et les objectifs de la Bolivie dans la décarbonation de l'économie par le lithium ont été abordés, ainsi que le développement des énergies renouvelables, la sécurité alimentaire, et la santé. La partie française a présenté un panorama des outils de financement français mobilisables, de l'action de l'AFD, et des perspectives de renforcement du secteur privé. La visite à Paris a également permis au Ministre Blanco de présenter au MEDEF les opportunités que la Bolivie offre en termes de commerce et d'investissement.

COLOMBIE

La Colombie a émis 1,62 Mds USD de dette avec échéance à 2033, rémunérés à 8,125 % le 29 novembre dernier.

L'opération a eu pour objectif la substitution des titres de court terme prenant échéance en novembre 2022 pour des titres à long terme, allongeant le profil de dette de l'Etat Colombien. L'opération a ainsi permis un allongement de 0,5 an du profil de dette, à 14,7 ans en moyenne.

Les IDE sont en hausse de 63 % en octobre en g.a.

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) fin octobre 2022 s'élevaient ainsi à 9,5 MDS USD, soit une hausse de 62,8 % par rapport à octobre 2021 (5,8 Mds USD). C'est le plus haut niveau d'IDE depuis 2015, lorsqu'ils avaient atteint 9,8 Mds USD. 72 % de ces investissements se sont dirigés vers le secteur pétrolier et minier (6,9 Mds USD, +78 % par rapport à 2021). Ces résultats positifs sont enregistrés alors que le Ministère des Finances craint une diminution des IDE du fait de la récente réforme fiscale.

Le gouvernement annonce prévoir une autre réforme fiscale en 2023, concernant les impôts locaux.

Le Ministre des Finances, J.A.Ocampo, a annoncé que cette réforme toucherait les impôts départementaux et municipaux. Elle



aurait notamment pour objectif d'harmoniser l'Impôt de l'Industrie et du Commerce (ICA) et la taxe foncière entre les zones du pays.

EQUATEUR

Le consortium Transdev – Métro de Medellín a signé le contrat d'exploitation du métro de Quito.

Le consortium Transdev – Métro de Medellín, a signé le contrat d'exploitation du métro de Quito pour une durée de 6 ans et un montant de 185 MUSD. Il s'agit d'une ligne de métro souterrain de 23 km de 15 stations parcourant la ville du nord au sud. La Mairie de Quito a annoncé le recrutement de 500 salariés dans le cadre de l'opération. Le métro de Quito (2,1 Mds USD) a été financé avec l'appui de la Banque mondiale, de la CAF, de la BID et de la Banque Européenne d'Investissement, ainsi que par un crédit concessionnel espagnol.

Les négociations commerciales entre l'Équateur et la Chine avancent.

Le Ministre de la Production, du commerce extérieur, des investissements et de la pêche a annoncé un pré-accord technique et politique avec la Chine. Ce pré-accord s'inscrit dans la perspective de conclure un accord de libre-échange, durant le sommet Chine-Amérique latine qui se tiendra à Guayaquil à partir du 15 décembre prochain. Un accord avec la Chine permettrait à des produits comme la crevette équatorienne et la banane de devenir plus compétitives en

Chine et de faire face à la concurrence sud-asiatique.

GUYANA

Vallourec remporte une importante commande de tubes de conduite auprès d'ExxonMobil.

L'entreprise française a signé un accord de long-terme avec *ExxonMobil* au Guyana l'année dernière. Dans ce contexte, elle a remporté une opération qui lui permettra de livrer des tubes de conduite destinés au projet en eaux-profondes *Uaru d'ExxonMobil*. Ce projet est situé dans le bloc *Stabroek* qui détient d'importantes ressources de pétrole. 35 000 tonnes de tubes de conduite devraient être livrées. Depuis décembre 2021, 90 000 tonnes de tubes de conduite ont été commandées par *ExxonMobil* à *Vallourec*.

La croissance du Guyana est estimée à 25 % entre 2023 et 2026.

C'est ce qu'a annoncé le Ministre des Finances, *Ashni Singh*. Ces données recourent les projections faites par le Fonds Monétaire International (FMI) concernant l'économie guyanaise. Ces prévisions pourraient être revues à la hausse si de nouvelles découvertes pétrolières avaient lieu au Guyana.



PEROU

Les investissements miniers devraient diminuer de 2 Mds USD en 2023, en raison de l'instabilité politique.

La part du secteur minier énergétique péruvien dans le total des investissements privés du Pérou entre 2011 et 2021 a été de 22 %, dont 15 % correspondant au secteur minier, 2 % au secteur des hydrocarbures et 4 % au secteur de l'électricité, selon la Société nationale des mines, du pétrole et de l'énergie (SNMPE). Son président, Raul Jacob, a prévenu qu'en raison de l'impact négatif de l'instabilité politique et sociale au Pérou qui existe depuis 2016, les investissements miniers devraient diminuer l'année prochaine d'environ 2 Mds USD. Malgré ce constat, il a rappelé le potentiel du secteur minier énergétique, qui s'est caractérisé par une grande capacité d'innovation. Il a aussi précisé qu'il existe aujourd'hui une grande opportunité d'appliquer les nouvelles technologies qui découlent du secteur pour améliorer la biosécurité, la connectivité et la cybersécurité, grâce à des outils analytiques, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, les technologies de l'information, etc.

50 000 tonnes de calmars géants sont menacées par la présence de bateaux de pêche chinois au large des côtes péruviennes.

La pêche de calamar géant sur les eaux péruviennes, chiliennes et équatoriennes

représentent 65 % de la production mondiale. Selon le président du Comité de la pêche de la Société nationale des industries (SNI), plus de 600 embarcations de pêche de calamar chinoises se trouvent au large des côtes du pays, sur des eaux internationales. D'après le Comité pour l'Exploitation Soutenable du Calamar Géant du Pacifique Sud (CALAMASUR), ces embarcations seraient à l'origine de la pêche de plus de 50 000 tonnes par an, et représentent plus de 85 MUSD de recettes. Selon le président du comité, ce problème risque de s'aggraver faute de contrôles, mais surtout, en raison du manque de moyens des autorités péruviennes responsables de la surveillance. Avec 450 000 tonnes et 800 MUSD exportés par an, le calamar représente la deuxième source de revenus de la pêche péruvienne après les anchois.

SURINAME

L'inflation en octobre s'élève à 49 % en g.a.

C'est l'estimation préliminaire de l'institut statistique du pays. L'inflation mensuelle s'élève quant à elle à 6,6 % et devrait se réduire. Toutefois, le dollar surinamais (SRD) continue de se déprécier, contribuant à une hausse des prix des produits importés. Le secteur connaissant l'inflation la plus haute est celui du logement et des services publics (+73 %).



Le Président a indiqué la prise de mesures visant à stabiliser le taux de change.

Le cours du dollar surinamais (SRD) a perdu 48 % par rapport au dollar étatsunien (USD) sur 1 an. Le cours actuel du SRD, à 31,76 SRD/USD, est jugé trop faible par rapport aux fondamentaux macroéconomiques du Suriname par la Banque centrale. Les mesures pour stabiliser le taux de change prendront effet *a minima* jusqu'à février 2023, et la décision a été prise en accord avec le FMI (pour mémoire, le Gouvernement du Suriname est actuellement appuyé par un programme EFF du FMI). Des discussions seraient en cours concernant la mise en place temporaire d'un régime de change à parité glissante (qui prévalait avant la mise en place d'un régime de change complètement flexible en 2021). Les discussions concerneraient également les opérations de marché de la Banque centrale, qui rémunèrent les dépôts bancaires à près de 90 % sans qu'il n'y ait de transmission aux taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales.

Le Président a également indiqué que la subvention aux carburants actuellement en place ne pourra pas être maintenue.

Son coût pour les finances publiques, à 12,6 MUSD par mois, est jugé insoutenable. L'ajustement à la baisse des subventions devrait se faire en deux ou trois phases, par vague de 0,16 USD/litre de Diesel (5 SRD). La baisse des dépenses contribuera à l'ajustement budgétaire nécessaire dans le cadre du programme EFF du FMI.

VENEZUELA

Après la reprise du dialogue avec l'opposition, un fonds de 3 Mds USD du Venezuela sera débloqué et géré par l'ONU.

Le gouvernement de N. Maduro et l'opposition ont signé ce 26 novembre un nouvel accord social. Cette signature a permis la mise en place du Fonds pour l'Assistance Sociale du Peuple Vénézuélien, constitué de 3 Mds USD du gouvernement vénézuélien congelés à l'étranger. Il sera géré par l'ONU et devrait permettre de reconstruire le réseau électrique (qui souffre de coupures à répétition) et d'apporter une aide sociale à la population. Les négociations entre le gouvernement et l'opposition devraient se poursuivre et traiter des élections présidentielles de 2024.

La Banque centrale vénézuélienne est de nouveau intervenue sur les marchés le 28 novembre, à hauteur de 70 MUSD.

L'intervention vise à limiter la dépréciation du Bolivar (VEF) vis-à-vis du Dollar Étatsunien (USD). Dans le cadre de cette opération, le prix de vente s'est établi à 11,13 VEF/EUR, soit 10,73 VEF/USD. Le Bolivar a perdu 25 % vs. l'USD sur le mois de novembre, soit la plus forte dépréciation de l'année, après celle du mois d'août (36 %).



Les revenus des exportations de PDVSA atteignent 12,3 Mds USD fin octobre.

Cela représente une hausse de 55 % par rapport aux 10 premiers mois de l'année 2021. Pourtant, le volume moyen exporté depuis janvier s'élève à 619 300 barils par jour, soit une baisse de 2,3 %. Toutefois, les prix du brut Meyer sont supérieurs de près de 30 USD par baril à ceux de l'année dernière, expliquant cette hausse.

Le gouvernement réfléchit à la création d'une zone économique binationale à la frontière avec la Colombie.

Ce projet avait déjà été évoqué lors de la réouverture des frontières avec la Colombie fin septembre. Cette zone aurait pour objectif d'harmoniser les impôts sur les importations et les exportations autour de la frontière. La viceprésidente du Venezuela, Delcy Rodríguez, a également présenté un plan d'économie binationale à des entreprises colombiennes en visite à Caracas le jeudi 24 novembre.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1,
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international